



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



COUR D'APPEL DE VERSAILLES
Service Administratif Régional
Service des Marchés Publics
5 rue Carnot
78000 Versailles

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT

NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX, VITRERIE ET SURFACES VITRÉES

Lot n° 1 – Juridictions judiciaires du département de l'Eure-et-Loir (28)
MP_2026_001_78_1_210_53_78

Lot n° 2 – Juridictions judiciaires du département des Hauts-de-Seine (92)
MP_2026_002_78_1_210_53_78

Lot n° 3 – Juridictions judiciaires du département du Val d'Oise (95)
MP_2026_003_78_1_210_53_78

Lot n° 4 – Juridictions judiciaires du département des Yvelines (78)
MP_2026_004_78_1_210_53_78

Lot n° 5 – Cour d'Appel de Versailles & Service Administratif Régional (SAR)
MP_2026_005_78_1_210_53_78

Marché passé en application des articles L.2124-1, L.2124-2, L.2131-1, R.2124-1, R.2124-2-1°, R.2142-1 à R.2142-14, R.2142-19 à R.2142-26, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

LUNDI 09 FEVRIER 2026 A 12 HEURES

(TERME DE RIGUEUR)

SOMMAIRE

SECTION I : IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE L'ACCORD-CADRE	3
SECTION II : NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ORGANISME ACHETEUR	3
SECTION III : OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	5
SECTION IV : PROCÉDURES.....	6
SECTION V : DÉLAI D'URGENCE – JUSTIFICATION	6
SECTION VI : CONDITION DE DÉLAI	6
SECTION VII : ALLOTISSEMENT ET LIEUX D'EXÉCUTION OU DE LIVRAISON.....	6
SECTION VIII : CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES	11
SECTION IX : DIVISION EN LOTS	11
SECTION X : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE OU DÉLAI D'EXÉCUTION	12
SECTION XI : CONDITIONS RELATIVES À L'ACCORD-CADRE.....	12
SECTION XII : DOSSIER DE CONSULTATION	12
SECTION XIII : CONDITIONS RELATIVES À LA CANDIDATURE.....	13
SECTION XIV : MODALITÉS DE REMISE DE L'OFFRE	17
SECTION XV : CRITÈRES D'ATTRIBUTION.....	19
SECTION XVI: ATTRIBUTION.....	19
SECTION XVII : CLAUSES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	20
SECTION XVIII : AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	21
SECTION XIX: CONTENTIEUX.....	22

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

☐ TRAVAUX

☐ FOURNITURES

☒ SERVICES

PREAMBULE

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2, L.2131-1, R.2124-1, R.2124-2-1°, R.2142-1 à R.2142-14, R.2142-19 à R.2142-26, R.2161-2 à R.2161-5 du même code.

L'acheteur public est l'Etat, Ministère de la Justice, Cour d'appel de Versailles.

Le Pouvoir Adjudicateur est représenté conjointement par le Premier Président de la Cour d'appel de Versailles et le Procureur Général près ladite Cour, par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, conformément aux articles R312-66 et R312-67 du Code de l'organisation judiciaire.

Le comptable public assignataire des paiements est le Trésorier Payeur Général des Yvelines, 16 avenue de Saint Cloud, 78000 VERSAILLES.

SECTION I : Identification de l'organisme qui passe l'accord-cadre

☒ Etat

☐ Région

☐ Département

☐ Commune
territorial

☐ Etablissement public national

☐ Etablissement public

☐ Autres

SECTION II : Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

1 – Nom et adresse officiels de l'acheteur public :

Dénomination : Cour d'Appel de Versailles,

Adresse : 5 rue Carnot RP 1113

Code postal : 78 011

Localité/ville : VERSAILLES cedex

Pays : France

rgbmp.sar.ca-versailles@justice.fr

sec.rgbmp.sar.ca-versailles@justice.fr

2 – Téléchargement du dossier de consultation :

Le dossier de consultation doit être téléchargé à partir de la plate-forme des achats de l'Etat www.marches-publics.gouv.fr disponible sous la référence :

- MP_2026_001_78_1_210_53_78.

3 – Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

www.marches-publics.gouv.fr

Point d'attention :

Les demandes de renseignements complémentaires devront être faites sur www.marches-publics.gouv.fr, au plus tard dix (10) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres fixée au 1 de la section VI. Les réponses apportées par l'Administration seront alors adressées au plus tard six (6) jours ouvrés avant cette même date limite à tous les candidats, conformément à l'article R2132-6 du Code de la commande publique.

4 – Adresse auprès de laquelle les offres doivent être déposées :

Les dossiers doivent être transmis de façon dématérialisée, sur la plate-forme des marchés www.marches-publics.gouv.fr, sous la référence :

- MP_2026_001_78_1_210_53_78

conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Toutes les modalités de dépôt des offres sont indiquées en annexe I du présent règlement de la consultation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute proposition qui ne sera pas remise dans les conditions précisées ci-dessus ou qui parviendra après la date et l'heure limites fixées à la page 1 et au 1) de la section VI ci-dessous ne sera pas prise en compte.

5 – Adresse auprès de laquelle la copie de sauvegarde peut être envoyées ou déposées :

Le candidat est invité, à titre de copie de sauvegarde, à effectuer une transmission sur support physique électronique ou sur support papier.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que cette copie de sauvegarde n'est ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (programme informatique malveillant, candidature ou offre électronique reçue de façon incomplète, hors délai ou qui n'a pu être ouverte sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres).

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus.

Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peuvent faire l'objet d'une réparation dont il sera gardé trace selon l'arrêté du 22 mars 2019 susvisé.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

Cette copie de sauvegarde doit être transmise avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Cour d'appel de Versailles
Service Administratif Régional
Service des Marchés Publics
5, rue Carnot
78011 VERSAILLES

SECTION III : Objet de l'accord-cadre

1) Objet de l'accord-cadre :

Le présent appel d'offres a pour objet la réalisation des travaux de nettoyage, de maintien en état de propreté et d'hygiène des locaux et des installations sanitaires, le nettoyage des vitrages, surfaces vitrées et façades en produit verrier ou métal laqué, ainsi que l'évacuation des déchets résultant du fonctionnement de celles-ci, pour l'ensemble des locaux des juridictions judiciaires situées dans le ressort de la cour d'appel de Versailles.

Lot n° 1 – locaux des juridictions judiciaires du département de l'Eure-et-Loir (28)

Lot n° 2 – locaux des juridictions judiciaires du département des Hauts-de-Seine (92)

Lot n° 3 – locaux des juridictions judiciaires du département du Val d'Oise (95)

Lot n° 4 – locaux des juridictions judiciaires du département des Yvelines (78)

Lot n° 5 – locaux de la cour d'appel de Versailles et du Service Administratif Régional (SAR).

Toutes précisions utiles relatives à l'objet du marché, aux prestations et à leurs conditions d'exécution sont exposées dans les CCAP et CCTP du marché.

2) Type de marché de services :

Nettoyage et entretien des locaux, vitrerie et surfaces vitrées.

3) Nomenclature (Classification CPV) :

CPV : 90911200-8 - Services de nettoyage de bâtiments
90911300-9 - Services de nettoyage de vitres
9090000-6 services de nettoyage et d'hygiène

4) Forme du marché :

➤	S'agit-il d'un accord-cadre forfaitaire	OUI
➤	S'agit-il d'un accord-cadre à bons de commande	OUI
➤	S'agit-il d'un accord-cadre à commande avec un minimum et un maximum	NON
➤	S'agit-il d'un accord-cadre à commande avec seulement un maximum	OUI
➤	S'agit-il d'un marché à tranches	NON
➤	S'agit-il d'un accord-cadre associé à des marchés subséquents	NON

SECTION IV : Procédures

1) **Type de procédure** : Appel d'offres ouvert établie en application des articles L.2124-2 et R2124-2-1° du Code de la commande publique.

2) **Les candidats ont-ils déjà été sélectionnés** (*dans le cas d'une procédure négociée*) ? : sans objet

3) **Possibilité de recours à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires** (*dans le cas d'un appel d'offres ouvert*) : OUI

4) **Dialogue compétitif** : NON

SECTION V : Délai d'urgence – justification

Sans objet

SECTION VI : Condition de délai

1) **Date limite de remise des offres** : **lundi 09 février 2026 à 12h00 (terme de rigueur)**

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC), sera considéré comme hors délai.

2) **Date prévue pour l'envoi de l'invitation à déposer une offre aux candidats sélectionnés** (*dans le cas d'une procédure restreinte ou négociée*) : sans objet

3) **Délai de validité des offres** : 150 jours à compter de la date limite de remise des offres

SECTION VII : Allotissement et lieux d'exécution ou de livraison

Ce marché est alloté comme suit :

- Lot n° 1 – locaux des juridictions judiciaires du département de l'Eure-et-Loir (28)
- Lot n° 2 – locaux des juridictions judiciaires du département des Hauts-de-Seine (92)
- Lot n° 3 – locaux des juridictions judiciaires du département du Val d'Oise (95)
- Lot n° 4 – locaux des juridictions judiciaires du département des Yvelines (78)
- Lot n° 5 – locaux de la cour d'appel de Versailles et du Service Administratif Régional (SAR).

N° DE LOT	VILLE & DEPARTEMENT	JURIDICTION	ADRESSE	CONTACT(S)
1	CHARTRES Eure-et-Loir (28)	TJ <u>et</u> ses annexes ¹	Tribunal Judiciaire de Chartres 3, rue Saint Jacques 28019 CHARTRES	Mme Isabelle LAFOSSE : 02 37 18 77 80 Isabelle.lafosse@justice.fr cellule-gestion.tj-chartres@justice.fr
	CHARTRES Eure-et-Loir (28)	TC	Tribunal de Commerce 22, boulevard Chasles 28000 CHARTRES	Mme LEPAREUR Cellule-gestion.tj-chartres@justice.fr ; lepareur@greffe-tc-chartres.fr
	CHARTRES Eure-et-Loir (28)	CPH	Conseil de prud'hommes 82, avenue Maunoury 28000 CHARTRES	Mme Valérie SIMON : 02 37 36 57 84 Cellule-gestion.tj-chartres@justice.fr ; Valerie.simon@justice.fr
	DREUX Eure-et-Loir (28)	TPRX	Tribunal de Proximité de Dreux 2, place Anatole France 28100 DREUX	Mme Roseline BON : 02 37 38 08 69 Roseline.bon@justice.fr ; Cellule-gestion.tj-chartres@justice.fr
	DREUX Eure-et-Loir (28)	CPH	Conseil de prud'hommes 2, place Anatole France 28100 DREUX	Mme Roseline BON : 02 37 38 08 69 Roseline.bon@justice.fr ; Cellule-gestion.tj-chartres@justice.fr
2	NANTERRE Hauts-de-Seine (92)	TRIBUNAL JUDICIAIRE (2 bâtiments)	Tribunal Judiciaire de Nanterre Bâtiment principal 179-191, avenue Joliot Curie	Perrine COURBON 01 40 97 12 26 Immobilier.tj-nanterre@justice.fr Pour TJ, CPH
			Tribunal Judiciaire de Nanterre Extension 2 et 4 rue Pablo Neruda 92000 NANTERRE	
	NANTERRE Hauts-de-Seine (92)	TAE	Tribunal d'Activités Économiques 4, rue Pablo Neruda 92000 NANTERRE	Caroline CHATEAU 01 40 97 14 50 Caroline.chateau@greffe-tc.nanterre.fr
	ANTONY Hauts-de-Seine (92)	TPRX	Tribunal de Proximité d'Antony Place Auguste Mounié 92160 ANTONY	Eva JACQUES ou DSGJ par intérim. 01 55 59 01 09 Chg.tprx-antony@justice.fr

¹ Le tribunal judiciaire de Chartres comprend 3 bâtiments : bâtiment principal (A), bâtiment annexe (B) et bâtiment Eurélium (C).

	BOULOGNE-BILLANCOURT Hauts-de-Seine (92)	TPRX	Tribunal de Proximité de Boulogne Billancourt 35, rue Paul Bert 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	Clara LE CALVEZ 01 46 03 87 26 Hélène GUIDO 01 46 03 91 33 chg.tprx-boulogne-billancourt@justice.fr
	BOULOGNE-BILLANCOURT Hauts-de-Seine (92)	CPH	Conseil de Prud'hommes de Boulogne Billancourt 7, rue Mahias 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	Catherine ASSIOMA 06 68 68 86 39 Catherine.assioma@justice.fr chg.cph-boulogne-billancourt@justice.fr
	COLOMBES Hauts-de-Seine (92)	TPRX	Tribunal de Proximité de Colombes 9, rue Gabriel Péri 92704 COLOMBES	Juliette ANDREOLI – DSGJ placée 01 47 85 44 60 Chg.tprx-colombes@justice.fr
	COURBEVOIE Hauts-de-Seine (92)	TPRX	Tribunal de Proximité de Courbevoie 25, rue du Président Kruger 92400 COURBEVOIE	Caroline ANGIBEAUD 01 43 33 63 74 Caroline.angibeaud@justice.fr ; Chg.tprx-courbevoie@justice.fr Sabine DAYAN 06 84 31 86 27 Sabine.dayan@justice.fr chg.tprx-courbevoie@justice.fr
	PUTEAUX Hauts-de-Seine (92)	TPRX	Tribunal de Proximité de Puteaux 131, rue de la République 92800 PUTEAUX	Marie GUICHETEAU 01 46 93 08 16 Chg.tprx-puteaux@justice.fr
	VANVES Hauts-de-Seine (92)	TPRX	Tribunal de Proximité de Vanves 34, rue Antoine Fratacci 92170 VANVES	Caroline ANGIBEAUD 01 41 90 11 17 Chg.tprx-vanves@justice.fr
3	PONTOISE Val-d'Oise (95)	TJ	Tribunal Judiciaire de Pontoise Cité judiciaire 3, rue Victor Hugo 95300 PONTOISE	Anne-Margit HENNEL-KANOUTE 01 72 58 70 09 Anne-Margit.Hennel-Kanoute@justice.fr immobilier.tj-pontoise@justice.fr
	PONTOISE Val-d'Oise (95)	TC	Tribunal de commerce Cité judiciaire 3, rue Victor Hugo 95300 PONTOISE	Mme Frédérique VANDENBOSSCHE P.tco-pontoise@justice.fr
	PONTOISE Val-d'Oise (95)	CPH	Conseil de prud'hommes Cité judiciaire 3, rue Victor Hugo 95300 PONTOISE	Anne HENNEL-KANOUTE 01 72 58 70 09 Anne-margit.hennel-kanoute@justice.fr

	ARGENTEUIL Val-d'Oise (95)	CPH	Conseil de prud'hommes 9, rue des Celtes 95100 ARGENTEUIL	Evangelina NEVES 01 39 80 04 10 Chg.cph-argenteuil@justice.fr
	GONESSE Val-d'Oise (95)	TPRX	Tribunal de Proximité de Gonesse 1, place de la Liberté 95500 GONESSE	Sidoine LEPEINGLE 01 34 53 43 71 Chg.tprx-gonesse@justice.fr
	MONTMORENCY Val-d'Oise (95)	TPRX	Tribunal de Proximité de Montmorency 1, place Pierre Mendès France 95160 MONTMORENCY	Natacha DUGAL 01 39 34 60 01 Chg.tprx-montmorency@justice.fr
	MONTMORENCY Val-d'Oise (95)	CPH	Conseil de Prud'hommes de Montmorency 1, place Pierre Mendès France 95160 MONTMORENCY	Natacha DUGAL 01 39 34 60 01 Chg.cph-montmorency@justice.fr
	SANNOIS Val-d'Oise (95)	TPRX	Tribunal de Proximité de Sannois 5, square Jules Ferry 95110 SANNOIS	Carine DJELLAL, DSGJ placée Sandra DANAIA, cadre greffier 01 39 81 01 38 Chg.tprx-sannois@justice.fr
4	VERSAILLES	TJ	Tribunal Judiciaire de Versailles 5, place André Mignot 78000 VERSAILLES	Mme Patricia PICHOT 01 39 07 38 04 Mme Eve DUMONT 01 39 07 38 01 Clg.tj-versailles@justice.fr
	VERSAILLES	TAE	Tribunal d'Activités Économiques 1, place André Mignot 78000 VERSAILLES	M. Bruno DURANTHON, président Secretariat.presidence@greffe-tae-versailles.fr 01 39 07 16 43 Mme Corinne SCHMITZ, greffier associée Corinne.schmitz@greffe-tae-versailles.fr 01 39 07 16 55
	VERSAILLES	CPH	Conseil de prud'hommes 5, place André Mignot 78000 VERSAILLES	Mme Patricia PICHOT 01 39 07 38 04 Mme Eve DUMONT 01 39 07 38 01 Clg.tj-versailles@justice.fr
	MANTES-LA-JOLIE	TPRX	Tribunal de Proximité de Mantes-la-Jolie 20, avenue de la République 78200 MANTES-LA-JOLIE	Mme Aurélie BOUIN : 01 30 98 14 04 Chg.tprx-mantes-la-jolie@justice.fr
	MANTES-LA-JOLIE	CPH	Conseil de Prud'hommes de Mantes-la-Jolie 20, avenue de la République 78200 MANTES-LA-JOLIE	Mme Aurélie BOUIN : 01 30 98 14 04 Chg.tprx-mantes-la-jolie@justice.fr

	POISSY	TPRX	Tribunal de Proximité de Poissy 89, avenue Maurice Berteaux 78300 POISSY	Mme Laurence ROUX-SIBILLON 01 39 65 21 59 Chg.tprx-poissy@justice.fr
	POISSY	CPH	Conseil de prud'hommes 91, avenue Maurice Berteaux 78300 POISSY	Mme Laurence ROUX-SIBILLON 01 39 65 21 59 Chg.tprx-poissy@justice.fr
	RAMBOUILLET	TPRX	Tribunal de Proximité 56-57 rue Gambetta 78120 RAMBOUILLET	Mme Sylvie BRECHARD 01 30 46 29 61 Chg.tprx-rambouillet@justice.fr
	RAMBOUILLET	CPH	Conseil de prud'hommes 56-57 rue Gambetta 78120 RAMBOUILLET	Mme Sylvie BRECHARD 01 30 46 29 61 Chg.tprx-rambouillet@justice.fr
	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	TPRX	Tribunal de Proximité de Saint Germain en Laye 22, rue de la Maison Verte 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	Mme Alexandra NDANGANG 01 30 87 42 05 Chg.tprx-sgl@justice.fr
	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	CPH	Conseil de Prud'hommes 2, rue Stéphane Mony 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	Mme Alexandra NDANGANG 01 34 51 12 64 Chg.cph-st-germain-en-laye@justice.fr
5	VERSAILLES	COUR D'APPEL	Cour d'appel de Versailles Bâtiment principal 5, rue Carnot 78000 VERSAILLES	M. Alexandre GAVACHE cadre greffier 01 39 49 67 53 Cellule-gestion.ca-versailles@justice.fr
			Cour d'appel de Versailles Espace Bernard Keime 12, rue Carnot 78 000 VERSAILLES	
	VERSAILLES	SAR	Service Administratif Régional 5/7 rue Pierre Lescot 78000 VERSAILLES	Mariana MASSET, RGBMP 01 70 29 61 22 Rgbmp.sar.ca-versailles@justice.fr Jérôme COINDEAU, adjoint technique 01 70 29 60 96 Jerome.Coindeau@justice.fr

La liste des juridictions du ressort concerné par ces prestations est communiquée en Annexe 1 du CCTP.

SECTION VIII : Caractéristiques principales

- 1) **1) Type d'accord-cadre :** cet accord-cadre comporte une partie forfaitaire et une partie à bons de commande. Il s'exécute par application de la DPGF pour la partie forfaitaire, et sur bons de commande après validation d'un devis dont les prix unitaires s'appuient sur un Bordereau de Prix Unitaires (BPU), pour la partie à bons de commande.

2) **Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) :** sans objet.

3) **Calendrier des marchés ultérieurs en cas de marchés reconductibles :** sans objet.

4) **Refus des variantes :** OUI

Nota : En cas de discordance entre les différentes indications des prix forfaitaires ou unitaires figurant dans l'offre, l'indication en lettres du prix forfaitaire figurant dans l'Acte d'Engagement (AE) prévaudra sur toutes autres indications.

SECTION IX : Division en lots

1) **Prestations divisées en lots :** OUI

Lot n° 1 – locaux des juridictions judiciaires du département de l'Eure-et-Loir (28)

Lot n° 2 – locaux des juridictions judiciaires du département des Hauts-de-Seine (92)

Lot n° 3 – locaux des juridictions judiciaires du département du Val d'Oise (95)

Lot n° 4 – locaux des juridictions judiciaires du département des Yvelines (78)

Lot n° 5 – locaux de la cour d'appel de Versailles et du Service Administratif Régional (SAR).

2) **Possibilité de présenter une offre pour** un lot ☒ plusieurs lots ☒ l'ensemble des lots ☒

L'attention du candidat est appelée sur le fait qu'il doit remettre un acte d'engagement et les annexes financières associées pour chacun des lots auxquels il candidate.

A cet effet, le dossier de consultation comprend pour chacun des lots :

- **Un Acte d'engagement ;**
- **Deux annexes financières : annexe 1 (DPGF), annexe 2 (BPU).**

Dans l'hypothèse d'une déclaration de sous-traitance lors du dépôt de l'offre pour un lot concerné, le formulaire DC4 est disponible sur le site internet du Ministère de l'Economie des Finances et de la Relance – [economie.gouv.fr \(https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat\)](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat).

SECTION X : Durée de l'accord-cadre ou délai d'exécution

1) Durée du marché ou délai d'exécution :

Pour le lot 1 (28) :

Le marché est conclu pour une période allant du 1er avril 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, jusqu'au 31 décembre 2026.

Il est reconductible annuellement par décision expresse du Pouvoir Adjudicateur sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Pour les lots 2 (92), 3 (95), 4 (78) et 5 (CA+SAR) :

Le marché est conclu pour une période allant du 20 mars 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, jusqu'au 31 décembre 2026.

Il est reconductible annuellement par décision expresse du Pouvoir Adjudicateur sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

2) Date prévisionnelle de début des prestations :

Lot 1 (28) : 1^{er} avril 2026

Lots 2 (92), lot 3 (95), lot 4 (78) et lot 5 (CA+SAR) : 20 mars 2026

SECTION XI : Conditions relatives à l'accord-cadre

1) Cautionnement et garanties exigées : sans objet

2) Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le mode de règlement choisi par l'Administration est le virement. Aucune modification du mode de règlement ne peut avoir lieu. Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à partir de la date de réception de la facture par l'Administration sur CHORUS.

3) Forme juridique du groupement de prestataires attributaire du marché : sans objet

4) Langue : Français

SECTION XII : Dossier de consultation

LE REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) et ses deux annexes :

ANNEXE 1 : Modalités pratiques de la consultation dématérialisée ;

ANNEXE 2 : Attestation de visite ;

Pour chacun des lots :

- L'ACTE D'ENGAGEMENT, ses deux annexes administratives et ses deux annexes financières :
 - Annexe 1 administrative : La Déclaration de sous-traitance (DC4) ;
 - Annexe 2 administrative : Le document relatif aux clauses sociales d'insertion ;

- Annexe 1 financière : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Annexe 2 financière : Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- Le CCAP et ses deux annexes :
 - Annexe 1 : Liste des pénalités ;
 - Annexe 2 : Reprise du personnel ;
- Le CCTP et ses sept annexes :
 - Annexe 1 : Liste des sites ;
 - Annexe 2 : Descriptif des sites ;
 - Annexe 3 : Type de prestations, zonage et fréquences ;
 - Annexe 4 : Procès-verbal d'entrée ;
 - Annexe 5 : Fiche contrôle ;
 - Annexe 6 : Fiche de passage nettoyage sanitaires ;
 - Annexe 7 : Plan de prévention type ;

NB : S'agissant du CCAP et du CCTP, ils sont communs à l'ensemble des lots.

Si le candidat remarque une anomalie technique sur les documents qui lui sont remis, il est invité à contacter le service le plus rapidement possible et en tout état de cause avant la remise des plis. Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une anomalie dans les dispositions du cahier des charges en cours d'exécution du marché.

SECTION XIII : Conditions relatives à la candidature

1) Visite de sites :

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires qu'une visite obligatoire est prévue et conditionne la recevabilité de la candidature.

Cependant, le soumissionnaire, à la condition qu'il justifie expressément par tout autre moyen, qu'il dispose déjà d'une parfaite connaissance des sites et de leurs contraintes, en joindra les motivations dans les pièces relatives à la candidature en place de l'attestation de visite.

Les soumissionnaires doivent **obligatoirement** réaliser une visite de site pour les juridictions listées ci-après :

Lot n° 1 – locaux des juridictions judiciaires du département de l'Eure-et-Loir (28) :

- TJ Chartres (Bâtiments A, B et C) ;
- TC Chartres
- TPRX Dreux

Lot n° 2 – locaux des juridictions judiciaires du département des Hauts-de-Seine (92)

- TJ Nanterre (Bâtiments principal + extension)

Lot n° 3 – locaux des juridictions judiciaires du département du Val d'Oise (95)

- TJ Pontoise

Lot n° 4 – locaux des juridictions judiciaires du département des Yvelines (78) :

- TJ Versailles

Lot n° 5 – locaux de la cour d'appel de Versailles et du Service Administratif Régional (SAR) :

- Cour d'Appel de Versailles
- Annexe Keime
- Service Administratif Régional

Récapitulatif visite obligatoire :

LOT n°1 :

	DATE	HEURE DE VISITE
TJ CHARTRES (Bâtiment A)	22/01/2026	11h00
TJ CHARTRES (Bâtiment B)	22/01/2026	10h00
TJ CHARTRES (Bâtiment C)	22/01/2026	09h00
TC CHARTRES	22/01/2026	13h30
TPRX DREUX	22/01/2026	15h45

LOT n°2 :

	DATE	HEURE DE VISITE
TJ NANTERRE (Bâtiment principal)	23/01/2026	10h30
TJ NANTERRE (Bâtiment extension)	23/01/2026	9h00

LOT n°3 :

	DATE	HEURE DE VISITE
TJ PONTOISE	23/01/2026	15h00

LOT n°4 :

	DATE	HEURE DE VISITE
TJ VERSAILLES	20/01/2026	10h00

LOT n°5 :

	DATE	HEURE DE VISITE
CA VERSAILLES	19/01/2026	9h30
CA VERSAILLES (Annexe Keime)	19/01/2026	11h00
SAR VERSAILLES	19/01/2026	14h00

La visite de site, qui doit impérativement intervenir au plus tard dix (10) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres, doit faire l'objet d'une prise de rendez-vous avec le responsable du site concerné (cf. Liste des responsables à l'annexe 1 du CCTP).

Toutes les visites font l'objet d'une attestation de visite (cf. annexe 2 au présent règlement de la consultation) à viser pour chacune des visites par la société et le représentant de la Personne publique. La société doit se présenter pour la visite des sites avec cette attestation au format papier.

Point d'attention :

L'attestation de visite doit impérativement être jointe au dossier d'offre (cf. section XIV du présent règlement de la consultation) dans le cas où le soumissionnaire n'invoque pas sa parfaite connaissance du site (cf. explications ci-dessus).

Il appartient aux candidats de solliciter toutes précisions qu'ils estimeront utiles à l'occasion de la visite des sites judiciaires.

2) Renseignements concernant la situation propre du candidat

Le candidat doit transmettre les renseignements concernant la situation propre de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire de services et renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité économique, financière et technique minimale requise en vue de la sélection des candidats (application des articles R.2143-6, R.2143-7, R.2143-8, R.2143-9, R.2143-10, R.2143-11, R.2143-12 et R.2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2.1 Critères de sélection des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1, R.2144-2, R.2144-3, R.2144-4, R.2144-5, R.2144-6, R.2144-7 du Code de la commande publique ne sont pas admises, les candidatures dont les capacités professionnelles, techniques et financières sont analysées, par le pouvoir adjudicateur, comme insuffisantes au regard des prestations objet de cet accord-cadre.

S'agissant des éléments de candidature à produire, les candidats choisissent l'une des options suivantes :

- **Les éléments sont joints au dossier d'offre conformément à l'article 2-1.1 ci-dessous ;**
- **Etablir un formulaire type pour le DUME conformément à l'article 2-1.2 ci-dessous.**

2.1.1 Dossiers de candidature à joindre à l'offre

✓ **Situation juridique – références requises**

Le dossier devra être formalisée comme suit, et contenir les éléments suivants :

- la lettre de candidature : imprimé DC1 (ou tout autre document comportant les mêmes rubriques) dûment renseigné et intégralement renseignée, datée et signée par la personne habilitée à engager la société ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement ;

- la déclaration du candidat : imprimé DC2 (ou tout autre document comportant les mêmes rubriques) dûment rempli et intégralement renseignée, datée et signée par la personne habilitée à engager la société ou, en cas de candidature groupée, un imprimé DC2 rempli par chaque membre du groupement, en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques accompagné des annexes à joindre ; Le(s) numéro(s) SIREN du soumissionnaire devra impérativement être indiqué dans le cadre de cette procédure ;
- le cas échéant, le pouvoir habilitant le signataire à engager l'entreprise et tout document permettant de prouver que le signataire a l'habilitation pour engager la société (pouvoir en chaîne) ;
- tout élément permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier les capacités techniques et financières du candidat (notamment références, présentation de la société et organisation).

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le site internet du Ministère de l'Economie des Finances et de la Relance – [economie.gouv.fr \(https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat\)](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat).

✓ **Capacité économique et financière – références requises ou DC2**

Renseignements permettant d'évaluer les capacités financières du candidat : chiffre d'affaires global, chiffre d'affaires relatif aux prestations considérées et résultats pour les trois dernières années.

✓ **Référence professionnelle et capacité technique – références requises ou DC2**

✚ **Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles et techniques du candidat sur les trois dernières années :**

- conditions générales d'exploitation,
- documentation présentant son organisation, ses moyens en personnel, effectifs moyens annuels et importance du personnel d'encadrement,
- moyens en matériels : outillage, matériel et équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution de marchés de même nature,
- description des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise,
- certificats de qualifications professionnelles.

✚ **Liste des références en rapport et proportionnées avec l'objet du marché :**

Une liste des principaux services fournis par le candidat au cours des trois dernières années portant sur un objet analogue à celui de la présente consultation, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé pour des prestations exécutées au cours des trois dernières années.

✚ **Certificats et habilitations particulières** exigées par la réglementation de ce secteur d'activité :

Les nouvelles versions des imprimés DC1 et DC2 sont disponibles sur le site internet du Ministère de l'Economie, des Finances et de la relance (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

✚ **Nombre maximal de candidats admis à présenter une offre**
Sans objet

✚ **Nombre minimal de candidats admis à présenter une offre**
Sans objet

2-1.2 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme du document unique de marché européen, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le DUME (document unique de marché européen).

Si le candidat établit un DUME, il ne devra pas fournir les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat et attestation sur l'honneur).

Ce DUME doit être impérativement rédigé en Français.

Pour plus de renseignements, le candidat peut consulter la page de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espdc> et le service permettant de remplir et réutiliser le DUME <https://ec.europa.eu/tools/espdc/filter?lang=fr>.

Le(s) numéro(s) SIREN du soumissionnaire devra impérativement être indiqué dans le cadre de cette procédure.

SECTION XIV : Modalités de remise de l'offre

Le dossier d'offre doit comporter pour chaque lot :

- 1. *l'acte d'engagement ses deux (02) annexes administratives relative aux clauses sociales et DC4 ; et ses deux (2) annexes financières (DPGF et BPU) transmises aux formats PDF et Excel, dûment complétés par la personne habilitée ;***
- 2. *le CCAP et ses deux (02) annexes ;***
- 3. *le CCTP et ses sept (07) annexes ;***
- 4. *le cadre de réponse technique du Titulaire valant mémoire technique dûment renseigné, dans son intégralité relative au critère technique et au critère environnemental et son annexe relative au questionnaire « performance en matière d'insertion des publics rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières » ;***
- 5. *L'attestation de visite mentionnée au 1 de la section XIII du présent RC ou, sinon, la justification de sa parfaite connaissance des sites lui permettant de s'exempter de cette visite obligatoire ;***
- 6. *L'attestation d'assurance en cours de validité précisant la période couverte :***
- 7. *Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP)***

POINTS D'ATTENTION :

- L'attention du candidat est appelée sur le fait qu'il doit remettre **un acte d'engagement et ses annexes pour chacun des lots** auxquels il soumissionne. L'acte d'engagement, la DPGF- annexe 1 financière à l'acte d'engagement et le BPU – annexe 2 financière à l'acte d'engagement **doivent tous être dûment complétés, paraphés, datés et signés par le représentant habilité ;**
- **la DPGF et le BPU** (annexes financières de l'acte d'engagement) doivent être remis **aux formats PDF et Excel** et ce, afin de permettre une vérification efficiente des données saisies.
- L'Administration **écartera toutes les offres** dont :
 - *le dossier d'offre est incomplet ; **les pièces 1 à 7 précitées** doivent impérativement être jointes au dossier d'offre ;*
 - *les montants à indiquer dans les annexes financières 1 et 2 de l'acte d'engagement **ne sont pas complètement renseignés ;***
 - *les prix unitaires en € HT du BPU **ne sont pas complètement renseignés.***
- En cas de discordance entre les différentes indications des prix forfaitaires figurant dans l'offre d'un candidat, **les montants indiqués dans l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications.** Dans cette hypothèse et/ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, **l'attributaire sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire précité porté sur l'Acte d'Engagement.**
- **Ci-dessous, un récapitulatif complet des pièces à déposer :**
 - L'acte d'engagement [(article B (engagement du soumissionnaire) ; articles 3.1 (montant forfaitaire annuel en euros) – 3.3 (sous-traitance) et 5 (avance)], et son annexe administrative relative aux clauses sociales **dûment complétés paraphés, datés, signés et tamponnés par la personne habilitée ;**
 - Ses deux (02) annexes administratives
 - Ses deux (02) annexes financières (DPGF et BPU) **transmises aux formats PDF et Excel, les 2 versions dûment complétées, paraphées, datées, signées et tamponnées par la personne habilitée ;**
 - Le CCAP, **paraphé, signé et tamponné par la personne habilitée ;**
 - Ses deux (02) annexes, **paraphées, signées et tamponnées par la personne habilitée ;**
 - Le CCTP, **paraphé, signé et tamponné par la personne habilitée ;**
 - Ses sept (07) annexes, **paraphées, datées, signées et tamponnées par la personne habilitée ;**
 - Le cadre de réponse technique du Titulaire valant mémoire technique dûment renseigné, dans son intégralité relative au critère technique et au critère environnemental et son annexe ;
 - L'attestation de visite mentionnée au 1 de la section XIII du présent RC ou, sinon, la justification de sa parfaite connaissance des sites lui permettant de s'exempter de cette visite obligatoire ;
 - Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP)
 - Le DC1 ou DUME ;
 - Le DC2 ou DUME ;

- L'attestation d'assurance en cours de validité précisant la période couverte ;
- L'attestation de régularité fiscale de l'année en cours ;
- L'attestation URSSAF de moins de (6) six mois ;
- Le Kbis (daté de moins de 3 mois) ;
- Cas particulier : la délégation de signature.

Document à conserver par le candidat : le présent règlement de la consultation (RC).

SECTION XV : Critères d'attribution

Pour chaque lot, l'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

- **La valeur technique de l'offre : 40 %**

Cf. le cadre de réponse technique du Titulaire, pour le détail sur les sous-critères retenus et leurs pondérations respectives.

- **Le montant de l'offre : 40 %**

- Coefficient de pondération accordé à la DPGF : **30%**
- Coefficient de pondération accordé au BPU décomposé : **10%**

- **La politique sociale de l'entreprise : 10%***

Cf. le cadre de réponse technique du Titulaire, pour le détail des rubriques à renseigner sur cette thématique.

- **La politique environnementale de l'entreprise : 10%**

Cf. le cadre de réponse technique du Titulaire, pour le détail des rubriques à renseigner sur cette thématique.

*Le jugement des offres (Articles L.3111-1 et L2152-7 du Code de la commande publique) intègre, dans le cadre de la pondération des critères de choix, une mesure de la performance en matière d'insertion des publics rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. La performance en matière d'insertion des publics rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières est évaluée sur la base d'un nombre d'heures supplémentaires à réaliser par l'entreprise attributaire, selon la donnée au questionnaire annexé au cadre de réponse technique du Titulaire.

SECTION XVI: Attribution

Le candidat classé premier doit avant attribution du marché transmettre à la personne publique, les documents ci-dessous :

a) les certificats sociaux et fiscaux ;

b) le questionnaire complété relatif à l'égalité Femme/Homme.

La non remise des justificatifs à la date fixée, implique renonciation à l'attribution du marché ; son offre est rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement

après la première est sollicité pour produire les mêmes documents avant que le marché ne lui soit attribué.

a) Certificats sociaux et fiscaux

Conformément aux articles L.2141-1, L.2141-2, L.2141-3, L.2141-4, L.2141-5, L.2141-6, L.2141-7, L.2141-8, L.2141-9, L.2141-10, L.2141-11, L.2341-1, L.2341-3, L.2341-4, L.2341-5 et R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019, le marché sera attribué au candidat retenu sous réserve que celui-ci produise **dans un délai maximal de trois (3) jours ouvrés**, à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Les attestations ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant le respect des obligations fiscales ;
- Les attestations ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant le respect des obligations sociales ; l'attestation sociale doit dater de moins de six (6) mois (cf. articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail).

b) Labellisation Diversité – Egalité Femme/Homme

Le ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Le Titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

Pour chacun des lots attribués, l'attributaire doit renseigner un questionnaire disponible à l'adresse suivante :

[https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-
JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm](https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm)

Le temps moyen pour renseigner ce questionnaire est d'environ 20 minutes.

Le soumissionnaire joindra aux certificats sociaux et fiscaux le questionnaire complété.

c) Fausses déclarations

Toute fausse déclaration tombe sous les dispositions de l'article 441-1 du Code pénal, sans préjudice d'une exclusion de la compétition en cours.

SECTION XVII : Clauses d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lot 1, lot 2, lot 3, lot 4 et lot 5 du présent marché.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, selon les modalités définies à l'article 7.4 du CCAP.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

SECTION XVIII : Autres renseignements

1) Numéro de référence attribué par la personne publique :

Lot n° 1 – locaux des juridictions judiciaires du département de l'Eure-et-Loir (28) -
MP_2026_001_78_1_210_53_78

Lot n° 2 – locaux des juridictions judiciaires du département des Hauts-de-Seine (92) -
MP_2026_002_78_1_210_53_78

Lot n° 3 – locaux des juridictions judiciaires du département du Val d'Oise (95) -
MP_2026_003_78_1_210_53_78

Lot n° 4 – locaux des juridictions judiciaires du département des Yvelines (78) -
MP_2026_004_78_1_210_53_78

Lot n° 5 – locaux de la Cour d'Appel de Versailles et du Service Administratif Régional (SAR) -
MP_2026_005_78_1_210_53_78

2) Définition des études à effectuer par les candidats lors d'un concours, d'un marché de conception réalisation ou d'un dialogue compétitif : sans objet

3) Récompenses et jury : sans objet

4) Conditions d'obtention des documents contractuels et des documents additionnels :

- Date limite d'obtention : sans objet
- Frais de reprographie : sans objet

Conditions et mode de paiement : sans objet

5) Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration : sans objet

Dans l'affirmative, modalités de remise des échantillons ou des matériels de démonstration : sans objet

Préciser le sort des échantillons ou des matériels de démonstration (détruits – rendus – conservés) : sans objet.

6) Remise de bordereaux des prix unitaires : OUI dans le cadre du BPU – annexe 2 financière à l'acte d'engagement

Dans l'affirmative, valeur contractuelle : **OUI**

7) Application de l'article L2125-1 du Code de la commande publique : cette consultation fait l'objet d'un accord-cadre à bons de commande.

8) Renseignements complémentaires

8.1 – Modification de détail au dossier de consultation :

L'Administration se réserve le droit d'apporter au plus tard quinze (15) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de la consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

8.2 – Téléchargement du dossier de consultation :

Le dossier de consultation a fait l'objet d'une dématérialisation à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr. Toutes les modalités pratiques relatives au téléchargement du dossier de consultation sont listées en annexe II du présent règlement de la consultation.

SECTION XIX: Contentieux

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal administratif de Versailles

56 Avenue de Saint Cloud

78000 Versailles

Téléphone : 01.39.20.54.00.